

Droit Privé

RNCP30346 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	K1903, K1902, K1901
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Paris 8 - Vincennes-Saint-Denis

<http://www.univ-paris8.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le Master Droit Privé permet aux étudiants d'accéder à des professions juridiques et judiciaires. Les deux parcours sont proposés dans le cadre de ce Master:

- Droit privé approfondi, qui propose deux spécialisations : le droit des affaires et de la fiscalité et le droit des personnes, de la famille et du patrimoine
- Droit processuel

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences ou capacités attestées

- Informer et conseiller sur des questions du droit des affaires et de la fiscalité et du droit des personnes, de la famille et du patrimoine et les risques encourus
- Diagnostiquer les difficultés d'ordre juridique, comptable, financier et fiscal
- Expertiser et suivre les litiges
- Accompagner les entreprises dans l'élaboration des statuts juridiques d'une société et mener à bien l'ensemble des démarches administratives, juridiques et financières, sociales et comptables, notamment auprès des Centres de Formalités des Entreprises (CFE)
- Définir les éventuels règlements intérieurs de société et les pactes extra statutaires : pactes de préférence, pactes d'inaliénabilité, conventions de vote, convention de portage
- Préparer et suivre les phases des assemblées générales ordinaires et/ou extraordinaires des sociétés
- Suivre les dossiers posant des difficultés d'ordre juridique et fiscal, en particulier dans les opérations de restructuration
- Conseiller et accompagner toutes les opérations de dissolution, de liquidation et de partages
- Gérer les procédures de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires
- Gérer le contentieux familial international et européen
- Élaborer des projets d'action dans le domaine de l'assistance aux personnes vulnérables et en droit pénal des mineurs
- Conseiller sur le choix d'un régime matrimonial
- Réaliser les opérations de liquidation d'un régime matrimonial et d'une succession
- Maîtriser les aspects fiscaux et sociaux de la famille

- Apprécier la conformité des textes nationaux au regard des instruments internationaux garantissant des droits de l'Homme
- Connaître et appliquer des règles tirées d'ordres juridiques étrangers : droit musulman, droit des pays européens
- Accompagner des personnes physiques ou morales sur les questions contentieuses au niveau national et international
- Traiter un contentieux devant les juridictions internes, européennes et internationales
- Maîtriser la technique de la plaidoirie, identifier les arguments juridiques susceptibles de faire triompher la partie représentée
- Maîtriser les règles de droit applicables en matière de procédure pénale
- Rédiger de manière approfondie ou synthétique des notes ou des rapports à caractère juridique nécessaires au suivi des dossiers
- Traiter et analyser des données, utiliser les bases de données juridiques en usage chez les professionnels du droit : Légifrance, LexisNexis JurisClasseur (Juris-Data), Lamyline, Lexbase et Westlaw etc.

Compétences transversales

- Maîtriser les techniques de recherche juridique, scientifique et technologique
- Assurer une veille juridique en droit des affaires, en droit processuel et en droit pénal
- Établir un diagnostic de la situation (en contexte national, régional ou international) à partir de l'analyse des données économiques, démographiques, sociales
- Gérer et accompagner les étapes de la création d'une société
- Conseiller dans l'élaboration des contrats
- Rédiger des clauses en langue française et anglaise

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

M – Activités spécialisées, scientifiques et techniques

O – Administration publique

S – Autres activités de services

Le titulaire du Master Droit Privé peut exercer au sein de :

- Cabinets d'avocats ;
- Petites, Moyennes et Grandes entreprises;
- Cabinets d'audit et de certification des comptes;
- Sociétés d'assurances;
- Banques et établissements de crédit;
- Cabinets d'administrateurs judiciaires et de mandataires judiciaires ;
- Offices de notaires;
- Cabinets d'huissiers de justice ;
- Agences immobilières;
- Associations, particulièrement celles intéressées par la défense des intérêts des étrangers, des femmes, des enfants et plus généralement des personnes vulnérables.
- Structures spécialisées en protection de l'enfance et adolescence ;
- Police et gendarmerie

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Type d'emplois accessibles :

- Juriste d'entreprise
- Médiateur judiciaire ou pénal
- Conciliateur de justice
- Contrôleur adjoint de gestion
- Conseiller juridique
- Directeur juridique, directeur général
- Chef de service juridique
- Chef de service contentieux
- Expert juridique

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE

Enseignants du Master et un professionnel

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/30346/>